



- **Pour les personnes physiques**

Cochez la case appropriée :

☐ Madame☐ Mademoiselle☐ Monsieur

VOTRE NOM (demandeur, ou mandataire dans le cas des indivisions) :

VOTRE NOM DE JEUNE FILLE :

Votre Prénom :

[illegible]

COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse :

permanente du demandeur

Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune : _____

☎ : | | | | |

[illegible]

N° de télécopie (facultatif): |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Courriel (facultatif) : _____

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDÉ

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le Groupe d'Action Locale connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide, ou bien joindre un RIB :

Code établissement | | | | | | | | Code guichet | | | | | | | | N° de compte | | | | | | | | | | | | clé | | |

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : joindre obligatoirement un RIB.

Adresse :

permanente du demandeur

Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune : _____

☎ : | | | | | | | | | |

Téléphone portable professionnel (facultatif): | | | | | | | | | |

N° de télécopie (facultatif): | | | | | | | | | |

Courriel (facultatif) :

CARACTÉRISTIQUES DE VOTRE PROJET

Cadre réservé au Groupe d'Action Locale

Fiche(s) action concernée(s) par l'opération:

L'opération se déroule-t-elle dans une ville moyenne?

Si oui, quel pourcentage du montant de l'opération concerne une zone de ville moyenne? _____

S'agit-il d'une opération intégrée? ☐ oui ☐ non

Dans le cas d'une opération intégrée, autre(s) dispositif(s) concerné(s):

Investissement immatériel (prestation de service, études, animation...)

Dénomination du territoire couvert par le projet (commune(s)*, pays, PNR, EPCI, etc): _____

* liste des communes ou annexe cartographique

Investissement matériel

Localisation du projet : _____ Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune(s)*: _____

*dans le cas où le projet se situe sur plusieurs communes : liste des communes ou annexe cartographique, indiquer le cas échéant la commune de rattachement du projet.

Adresse précise du projet : _____

Présentation résumée du projet

- Intitulé, contexte – en particulier dans le cas d'un projet faisant l'objet de plusieurs tranches, objectifs, une dizaine de lignes.
- Rubrique à renseigner dans tous les cas, y compris si le projet fait l'objet d'une présentation détaillée.
- Vous pouvez joindre également tout document (technique, publicitaire ou commercial) plus détaillé de présentation de votre projet.

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

Calendrier prévisionnel des dépenses

Date prévisionnelle de début de **projet*** : _____ (mois, année)
**il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou d'une prestation...*

date prévisionnelle de fin de **projet***: _____ (mois, année)

Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs années :

Année	Montant prévisionnel des dépenses
Dépenses totales prévues	

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

a) Investissements matériels

Nature des dépenses	Montant en €	Devis joint (cocher la case)
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
TOTAL des dépenses prévues	_____	

b) Investissements immatériels

Nature des dépenses	Montant en €	Devis joint (cocher la case)
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
	_____	☐
TOTAL des dépenses prévues	_____	

**TOTAL GÉNÉRAL DES
DÉPENSES PRÉVISIONNELLES**
[a+b]

Montant

_____ €

RECETTES PRÉVISIONNELLES GÉNÉRÉES PAR LE PROJET

NB : Au moment de la demande, les aides publiques sont calculées sur la base du coût prévisionnel du projet après déduction des recettes prévisionnelles. Les recettes avérées seront déduites au moment du paiement des aides. Le demandeur sera informé de la prise en compte effective des recettes dans le calcul de l'assiette éligible par la décision d'attribution

Nature de la recette prévue	Montant prévisionnel en €

TOTAL	_____

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

① Financement d'origine publique

Financeurs publics sollicités appelant du FEADER	Montants en € (2)	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
Conseil Régional de la Guyane : _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
Conseil Général de la Guyane : _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
CNES : _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
Autres (précisez) : _____	_ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
TOTAL CONTRE-PARTIE NATIONALE :	_ _ _ _ _ _ , _ _			

Financiers publics sollicités n'appelant pas du FEADER	Montants en €	Sollicité dans le cadre d' une autre demande	obtenu
	,	☐	☐
	,	☐	☐
	,	☐	☐
	,	☐	☐

Autofinancement : maître d'ouvrage public (1)	
Emprunt (a)	
Auto – financement (b)	
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	

Financements européens (FEADER) sollicités								,			
---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--

[illegible]

② Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé	
Emprunt (a)	,
Auto – financement (b)	,
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	,

Autres financeurs privés	
Participation du secteur privé (à préciser)	,
Sous-total financeurs privés	,

③

Recettes prévisionnelles générées par le projet	1111 1111, 111
---	----------------

TOTAL ① + ② + ③

- (1) Le guichet unique détermine le cas échéant la part de l'autofinancement public qui appelle du FEADER
- (2) S'assurer que le coût du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (veuillez cocher les cases nécessaires)

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides au titre du dispositif 413-312

☐ **J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :**

- ☐ Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- ☐ Avoir pris connaissance des points de contrôle figurant dans la notice qui accompagne ce formulaire,
- ☐ L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- ☐ Être à jour de mes obligations fiscales, ou bénéficier d'un accord d'échelonnement,
- ☐ Être à jour de mes cotisations sociales, ou bénéficier d'un accord d'échelonnement,
- ☐ Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,
- ☐ Être une micro-entreprise au sens de la réglementation 2003/361/CE
- ☐ Ne pas relever des secteurs agricoles, agro-alimentaires, forestiers et industriels.

Le cas échéant :

- ☐ Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt de la présente demande d'aide,**
- ☐ Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet **avant la date de dépôt d'une autre demande d'aide** valant autorisation de commencement,

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- A respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité rappelées dans la notice,
- A informer le Groupe d'Action Locale de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre / faciliter l'accès à mon exploitation / entreprise / ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 années à compter de la date de décision attributive de l'aide,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour cet investissement, d'autres crédits publics en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque,
- A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision attributive de l'aide, ou, en cas de vente, à transférer les engagements au nouveau propriétaire pour la période restant à couvrir,
- A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision attributive de l'aide,
- A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur,
- A ne pas avoir obtenu sur une période de trois exercices fiscaux un montant d'aides publiques supérieur à 200.000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis ou du règlement (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis,
- A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...
- A communiquer le montant réel des recettes perçues à l'autorité de gestion.

▪

▪

☐ **Je m'engage (nous nous engageons)** à respecter les engagements figurant dans les règlements d'intervention des cofinanceurs (Etat, collectivités territoriales,...) apportant la contrepartie financière obligatoire pour l'attribution du FEADER.

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés)** que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'autorité de gestion publie au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au Groupe d'Action Locale.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au GAL	Sans objet
a) pour tous les demandeurs			
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé.	☐		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, éventuellement fiches de paie antérieures...).	☐		☐
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	☐	☐	
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	☐	☐	☐
Copie dernier avis d'imposition	☐	☐	☐
Attestation de régularité fiscale	☐	☐	☐
Déclaration annuelle des salariés	☐	☐	☐
Attestation de libre disposition du terrain ou des locaux	☐	☐	☐
Situation vis à vis de la réglementation en vigueur (permis de construire, loi sur l'eau, installation classée...)	☐	☐	☐
Note de présentation détaillée du projet	☐	☐	
Déclaration sur l'honneur des aides aux investissements perçues (annexe 1)	☐		☐
Justificatif de l'autofinancement : 1 : si auto financement inférieur à 15 000 € : attestation sur l'honneur (annexe 2) 2 : si auto financement supérieur ou égal à 15 000 € : relevé de compte récent, attestation de prêt.....	☐		☐
Trois derniers bilans financiers et comptes d'exploitation	☐	☐	☐
Document ou référence permettant le rattachement à une stratégie locale de développement ou à un schéma général (des services, des activités touristiques...)	☐	☐	☐
Tout document permettant de s'assurer que le demandeur a obtenu la participation des cofinanceurs, si l'usager a demandé et obtenu des subventions d'autres financeurs sans utiliser le présent formulaire unique.	☐	☐	☐
En cas d'acquisition immobilière, un titre de propriété et un document justifiant le caractère onéreux si ce titre ne le spécifie pas.	☐	☐	☐
Pour les projets <u>d'immeubles et les travaux</u> : l'arrêté de permis de construire ou de déclaration de travaux, le plan de situation, le plan cadastral, le plan de masse des travaux.	☐	☐	☐
Le cas échéant le Groupe d'Action Locale pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet			

b) pour une société ou entreprise privée

Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)	☐	☐	☐
Présentation de la structure demandeuse (sur la base de documents existants : plaquette, organigramme de présentation la structure qui demande l'aide...)	☐	☐	☐
Liste des aides publiques directes et indirectes [p.e. prêts bonifiés] perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlement de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)	☐		☐

d) pour une association

Récépissé de déclaration en préfecture	☐	☐	☐
Statuts	☐		☐
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	☐		☐

c) pour une personne physique

En l'absence de n° SIRET ou de n° PACAGE : copie d'une pièce d'identité	☐	☐	☐
Eléments justifiant de l'existence de l'indivision et des noms des personnes composant l'indivision (le cas échéant)	☐	☐	☐

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise

☐ je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple: vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

Fait à _____

le _____

Signature(s), qualité(s) et état(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*):

Cachet du demandeur

Annexe 1

DECLARATION DES AIDES AUX INVESTISSEMENTS PERÇUES AUX COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES FINANCIERS PRECEDENTS LA DEMANDE D'AIDE

L'article 4 du règlement 1857/2006 précise que le montant maximal de l'aide accordée à une entreprise ne doit pas dépasser 500 000 euro au cours d'un période de 3 exercices financiers.

A ce titre, doivent donc être comptabilisées dans le calcul de ce plafond de 500.000€ les aides à l'investissement entraînant la réduction des coûts de production, l'amélioration et la reconversion de la production, l'amélioration de la qualité, la préservation et l'amélioration de l'environnement, l'amélioration des conditions d'hygiène ou des normes en matière de bien être des animaux.

Les aides à la transformation, la DJA, ainsi que la bonification (s'il s'agit de prêts JA non associés à de l'investissement) ne sont pas concernées.

☐ **J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION N'A PERÇU AUCUNE AIDE AUX INVESTISSEMENTS AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES.**

☐ **J'ATTESTE / NOUS ATTESTONS QUE MON/QUE NOTRE EXPLOITATION A PERÇU, LES AIDES SUIVANTES:**

Année exercice	Nature de l'investissement	Dispositif d'aide	Montant de l'aide
<i>Exemple : 2007</i>	<i>tracteur</i>	<i>défiscalisation</i>	<i>13 000 €</i>

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

Annexe 2

ATTESTATION DE JUSTIFICATION DE L'AUTO FINANCEMENT LORSQUE CELUI CI EST INFERIEUR A 15 000 €

Je soussigné atteste sur l'honneur disposer de la
somme de € nécessaire à l'autofinancement de mon
projet déposé auprès du Groupe d'Action Locale de

Fait à : le :

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)